

**accordant au Conseil d'Etat un crédit d'investissement de CHF 16'602'600.- pour le financement des travaux de rénovation du bateau historique "Vevey", du bateau "Ville de Genève" et des travaux d'assainissement du chantier naval de la Compagnie générale de navigation sur le lac Léman (CGN), à Ouchy-Lausanne**

du 5 avril 2011

---

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu la loi sur les transports publics du 11 décembre 1990, modifiée le 21 novembre 2000  
vu le projet de décret présenté par le Conseil d'Etat

*décrète*

**Art. 1**

<sup>1</sup> Un crédit d'investissement de CHF 16'602'600.- est accordé au Conseil d'Etat pour le financement des travaux de rénovation du bateau historique "Vevey", du bateau "Ville de Genève" et des travaux d'assainissement du chantier naval de la Compagnie générale de navigation sur le lac Léman (CGN), à Ouchy-Lausanne.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Ce montant sera prélevé sur le compte "Dépenses d'investissement" et amorti en vingt ans.

**Art. 3**

<sup>1</sup> Les contributions accordées par le présent décret sont soumises aux conditions suivantes :

- a. L'assemblée générale de la CGN transforme sa structure en procédant à une "double scission horizontale", à savoir la création d'une société anonyme détenant la flotte historique sans exploitation commerciale, d'une seconde société anonyme reprenant l'exploitation commerciale de la flotte moderne et historique, ainsi que d'une société-mère (holding) détenant à 100% les parts des deux filiales.
- b. Les parts de la holding sont détenues majoritairement par l'Etat de Vaud, seul ou conjointement avec les cantons de Genève et/ou du Valais
- c. Les Statuts de la holding prévoient que son Conseil d'administration comporte un nombre d'administrateurs représentant l'Etat de Vaud correspondant au minimum à la participation de ce dernier, seul ou conjointement avec les cantons de Genève et/ou du Valais.

**Art. 4**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat fixe par convention les modalités de la contribution. Celle-ci peut être accordée sous forme de subventions à fonds perdus ou de participation au capital-actions, respectivement selon une combinaison de ces formes de financement.

**Art. 5**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat ordonne la publication du présent décret conformément à l'article 84, alinéa 1, lettre a), de la Constitution cantonale et en fixera, par voie d'arrêté, la date d'entrée en vigueur.

Donné, sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 5 avril 2011.

La présidente  
du Grand Conseil :

*C. Wyssa*

Le président :

*Pascal Broulis*

Le secrétaire général  
du Grand Conseil :

*O. Rapin*

Le chancelier :

*Vincent Grandjean*